

Compte-rendu  
Exposé et débat, avec François Ruffin, journaliste,  
le 12 janvier 2013, salle de l'Agora, 20, rue de Stalingrad, à Nanterre.  
Organisation : Attac, Groupe local du Mont-Valérien

**Projection d'un film de François Ruffin "Le plan de bataille des financiers"  
(10 minutes ; sorti en avril 2012)**

François Ruffin (désigné ci-dessous: "FR") interroge un expert financier d'un organisme affilié au groupe Crédit agricole (CA), dans la tour de La Défense qu'occupe le CA.

Tout d'abord, ça nous en dit long sur ce qu'est devenue la "banque des paysans", partie de la coopérative pour arriver à la spéculation financière internationale (et de lourdes pertes sur les emprunts grecs); ndlr.

Ce film nous apprend que, pour les experts du capital financier, en avril 2012, le public ne connaît pas le vrai programme de F. Hollande (FH). Il n'apparaîtra que dans ses actes, une fois élu. La montée de Mélenchon a fait peur (virtuellement) aux financiers. Mais ceux-ci comptent bien sur Hollande pour faire ce que les autres pays européens ont fait, sous la pression des marchés : remettre en cause le contrat de travail à durée indéterminée. (*En effet, rappellera FR, l'accord vient d'être signé*). Dans le film, l'expert financier commente une note interne de son organisme (écrite en anglais), où on lit : "la demande de renégociation du traité européen (par FH) est faite pour rouler les électeurs". Il convient que ce langage est "très direct", mais sur le fond, c'est exact. Sur les promesses de FH : "c'est un petit théâtre". En effet, à la fin de la pièce, on voit que le traité demeure ; c'est le marché qui l'emporte. Donc, dès avril 12, les financiers savaient à quoi s'en tenir sur le "programme" de FH.

**Exposé : « Contre la finance, que faire concrètement ? »**

FR rappelle que l'Europe s'efforce de fermer le champ des possibles.

Le traité de Maastricht sert à rendre impossible l'exercice, dans un pays, d'un pouvoir de gauche. Le traité de 2005 cherchait à graver le libéralisme dans le marbre de l'histoire.

Mais le non au référendum a montré le désaveu populaire. Puis la crise est survenue ; le sauvetage des banques et leur conséquence, le dépassement allègre par les Etats des critères de déficit qui leur sont imposés, ont été une deuxième épreuve pour l'Europe libérale. En effet, auraient pu dire certains, puisque l'Europe libérale ne fonctionne pas, pourquoi ne pas continuer à s'asseoir sur ses principes ? Les libéraux ont donc accentué leurs efforts pour leur grande œuvre : faire rentrer tous les esprits dans le renoncement, il n'y a pas d'alternative au libéralisme. D'où le traité Sarkozy-Merkel: la norme reste le traité de Maastricht.

FR s'exprime ensuite sur la dette.

C'est un problème que l'on peut régler. Il faut commencer par "stopper les fuites" (ndlr : on comprend : niches fiscales, impôts non perçus).

On constate que les pays rebelles au FMI se débrouillent sans lui (sans appliquer ses médecines) : Islande, Equateur, Malaisie.

FH rappelle les leçons de l'Histoire. Les "héros" du règlement de la dette ne sont pas des révolutionnaires, nous allons le voir.

Pour régler la dette, Philippe le Bel récupère la vaisselle d'or et d'argent chez les riches, et arrête les Templiers, qui détenaient toute la finance.

Sully a organisé une banqueroute. Il faut savoir qu'une banqueroute peut ne pas être totale ; c'est un outil qu'on peut manœuvrer. Ceci pour les cas extrêmes, bien sûr. Ce qui est très

intéressant, c'est que Sully a organisé un audit public de la dette, à la suite duquel il s'est autorisé à ne pas régler quelques créances.

Pour régler la dette de l'Ancien Régime, l'évêque Talleyrand (on l'appelait "le diable boiteux", ndlr), proposa la confiscation des biens de l'Eglise, et leur revente, pour payer la dette. Ceci se termina par une privatisation, puisque ces biens furent rachetés par la bourgeoisie ! Lire : « Histoire socialiste de la Révolution », par Jean Jaurès.

Les Communards, en 1871, s'arrêtèrent aux portes de la Banque de France. L'or fut discrètement transporté à Versailles, et le financement de l'écrasement de la Commune en fut facilité.

En 1924, Edouard Herriot (Cartel des Gauches) ne fit rien contre la dette. On voit que la gauche a toujours hésité à donner un coup de pied dans la fourmilière financière. C'est son successeur (la droite), Raymond Poincaré, qui, dévaluant le Franc de 80%, réduit la dette d'autant. Il faut oser jouer sur la monnaie!

En 1936, enfin, la Banque de France fut partiellement retirée aux "200 familles" (ses actionnaires).

Avec l'euro, nous ne pouvons plus jouer sur la monnaie. Reste à lutter sur les statuts et le rôle de la BCE.

Aujourd'hui, que confisquer ? Des biens "illégitimes" : sociétés d'autoroutes (rentières; privatisées par Chirac, et qui encaissent les péages, ndlr), et gaz, électricité, eau. Quelqu'un dans la salle remarque que, depuis que ces entreprises touchent leur rente, on peut les nationaliser sans indemnisation.

Moralité de cette histoire : la finance bénéficie du soutien des Etats ; son existence est politique et non "naturelle".

FR s'exprime ensuite sur le protectionnisme.

Il nous cite en exemple les "plans sociaux", vécus chez lui, dans la Somme. De 1996 à 2008, la moitié des grands établissements du département ont disparu. Le choc sur l'emploi des classes populaires a été terrible.

Un capitaliste comme Bernard Arnault (LVMH), joue sur la concurrence sociale et fiscale entre les Etats. Exemple : un costume Kenzo, fabriqué dans une de ses usines, à Poix-du-Nord, revient à 80€ ... et est vendu 990€. Cette marge ne suffisant pas, l'usine a été délocalisée à Katowice, où le prix de revient est de 40€... Le protectionnisme aurait évité cette délocalisation ; il faut oser le dire, non ?

L'avionneur EADS a installé son siège social aux Pays-Bas. Ce n'est qu'une coquille vide; mais il paye moins d'impôts. Là encore, une législation adaptée est nécessaire.

Les impôts sur les sociétés étaient de 50% en 1980; aujourd'hui ils ne se montent plus qu'à 33%. Mais, grâce à divers stratagèmes, le taux constaté est de 9% pour les sociétés du CAC 40, et de 30% pour les PME.

Le libre-échange et la libre circulation des capitaux permettent de distinguer trois types de bases fiscales. Les "bases mobiles" sont les capitaux financiers. Ils sont légalement autorisés à fuir les pays où ils sont imposés. Les bases "moyennement mobiles" sont les établissements productifs, qui dans les faits ne sont pas aussi facilement transférables! Enfin, les "bases immobilières" sont les individus de notre espèce (ni footballeurs, ni artistes). Ces gens-là sont bons à payer la TVA, la CSG, les impôts locaux...

FR cite Gary Becker, et d'autres. Pour les capitalistes, le libre-échange est le moyen de modérer les excès du droit du travail et de la protection de l'environnement. La décharge des déchets dans les pays du Sud est une bonne pratique, puisque leur traitement y revient moins cher. Les capitalistes, calculatrice en main, sont très logiques.

Donc, il faut lever le tabou des barrières douanières.

Et, pour conclure: instaurer le rapport de forces. Faire la jonction entre les classes populaires (ouvriers, employés) et la petite bourgeoisie.

## **Débat**

### **1. Plusieurs questions sur la dette et la pertinence de la sortie de l'euro.**

Il ne faut pas laisser cette question au FN. Qu'en pense la gauche ? Mais le PS et l'UMP semblent avoir la même opinion.

FR répond que le clivage droite-gauche passe à l'intérieur du PS.

FR remarque que la France peut s'endetter à 1%. Elle continue donc joyeusement à le faire. Le gouvernement (et la gauche ?) ne voient donc pas du tout pourquoi la France sortirait de l'euro !

L'Islande s'est sortie de sa dette par une dévaluation, et d'autres mesures. Tout ne passe pas par la monnaie ; contre la dette, il faut toute la panoplie des moyens possibles. N'ayons pas le fétichisme de la monnaie.

La Grèce gagnerait à sortir de l'euro.

### **2. Plusieurs interventions sur la création de banques et de monnaies locales.**

"Qu'ils s'en aillent avec leurs capitaux ; créons notre monnaie". Au Brésil, existent 50 monnaies locales reconnues par la banque centrale.

Recréons, réapproprions-nous nos économies locales.

FR n'y croit pas trop (mais il est bon d'y œuvrer). Ce n'est pas cela qui mettra à bas le pouvoir de la finance, et des spéculateurs internationaux.

### **3. Comment créer un rapport de forces avec la finance ? Comment obtenir une large mobilisation ?**

FR : c'est très important. Le texte qui est passé cette nuit déjudiciarise les licenciements, et aggrave la flexibilité. Cela a pu se faire, car il n'y a pas eu de mobilisation, pas de manifestation de masse contre les projets du MEDEF.

FR : Le rapport de forces: Hollande va dans le mur, mais personne au PS n'a l'air de s'en alarmer. Le Front de Gauche (FDG) semblait bien parti, au printemps 2012.

Dans l'assistance, on remarque que le FDG est bien timide face au protectionnisme, et à la sortie de l'euro.

Pour FR, on ne peut pas anticiper, mais il faudra réagir en fonction de la situation qui se présentera.

Retour historique sur la création de la Sécurité Sociale (Ambroise Croizat, ministre communiste). La conjoncture historique, à la Libération, était favorable. René Pleven, ministre de droite, voulut temporiser. En effet, il avait bien compris qu'attendre que "la fenêtre se referme" pouvait épuiser l'élan. L'histoire ne repasse pas deux fois les plats. Ambroise Croizat répliqua aussitôt par la menace d'une grève générale. La mobilisation à la base fut énorme, pour mettre en place les Caisses locales. Ambroise Croizat utilisa ses réseaux locaux (comprendons : cellules PCF, et CGT) pour construire, ou trouver les bâtiments nécessaires, et fit collecter les feuilles de soins dans les usines. En six mois, la Sécurité Sociale était en place.

Cette histoire montre que les forces d'en haut s'appuient sur les forces d'en bas (et réciproquement). Voilà comment on construit un rapport de forces.

Pour un intervenant, les nationalisations seraient un thème rassembleur.

Un autre intervenant annonce la réforme bancaire de février, sur laquelle encore personne ne se mobilise (ndlr : le Groupe Roosevelt a commencé à le faire ; allez voir sur leur site).

### **4. Une politique volontariste; des actions partant de la base**

FR : Si des entrepreneurs s'en vont avec leurs capitaux, continuons à produire sous les mêmes marques. Edictons les lois nécessaires. Cette menace fera réfléchir les candidats au départ. FR explique les actions qu'il a déjà menées (LVMH, Casino), et continuera : acheter des actions, aller à l'assemblée générale des actionnaires, et poser les questions qui fâchent. Il faut venir discrètement, en groupe, sans prévenir. On gâche la fête, et ça ébranle sérieusement la machine. Pour ceci, il faut l'organisation et le savoir-faire.

### Conclusion, par FR

Dans le "tunnel de l'austérité" européen, une petite lumière s'allume : l'Islande (mais ce pays ne fait pas partie de l'UE).

Rappelons-nous les paroles de Danton: "de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace".

En 1932, Roosevelt disait : "le peuple exige des expériences hardies". Il affirmait la nécessité de politiques hétérodoxes.

Il y a, pour la gauche, un devoir d'essayer.

Maurice Kriegel-Valrimont, un FFI, libérateur de Paris, confiait que le 6 février 1934, quand l'extrême droite tentait une manifestation insurrectionnelle, on était bien loin d'imaginer que deux ans plus tard, le Front Populaire accèderait au pouvoir!

### Bibliographie

- François Ruffin: *Leur grande trouille - Journal intime de mes "pulsions protectionnistes"*. Ed. Les liens qui libèrent, 2011, 232p. , 18€.
- Fakir <[www.fakirpresse.info](http://www.fakirpresse.info)> "Et c'est nous qu'à la fin on va gagner".
- *De mémoires d'ouvriers*. Film de Gilles Perret, 2011. <[www.lavaka.fr](http://www.lavaka.fr)>